



FONDS D'APPUI AUX PARTENARIATS DANS LES NOUVEAUX PAYS MEMBRES DE L'UE LES PARTENARIATS RENFORCENT LES RELATIONS BILATÉRALES



Les fonds d'appui aux partenariats créés dans le cadre de la contribution suisse à l'élargissement ont pour but de favoriser le partage d'expériences entre des institutions des nouveaux pays membres de l'UE et des partenaires suisses dans toutes sortes de domaines : mobilité douce, formation pédagogique ou biodiversité, par exemple. Mis sur pied pour financer des petits projets, ils reçoivent de la Suisse une contribution de l'ordre de 25 millions de francs.

La Suisse possède une expérience reconnue dans de nombreux domaines, dont la protection de l'environnement et la recherche. Les organisations suisses peuvent donc partager leur savoir avec d'autres pays qui, pour des raisons généralement historiques, manquent d'expérience dans certains domaines.

L'ÉCHANGE D'EXPÉRIENCES : UNE ACTIVITÉ CLÉ

Les fonds d'appui aux partenariats créés en Bulgarie, en Croatie, en Hongrie, en Pologne, en Roumanie, en Slovaquie, en Slovénie et en République tchèque favorisent et développent les liens institutionnels de

ces pays avec la Suisse. Les partenariats sont axés sur l'échange d'expériences dans un domaine donné, échanges qui profitent autant aux institutions et aux autorités des nouveaux pays membres de l'UE qu'à la Suisse. En parallèle, les organisations suisses peuvent développer leurs réseaux et leurs compétences, grâce à leur coopération avec des organisations en place dans les pays partenaires.

Grâce aux fonds d'appui aux partenariats, la Suisse soutient quelque 280 petits projets qui contribuent à résoudre des problèmes concrets dans les pays partenaires et à améliorer les conditions de vie de la population. Seules peuvent être reconnues comme partenaires les organisations qui ne tirent aucun avantage commercial de leur participation à des projets. Cette catégorie comprend, outre des fondations et des associations, des autorités publiques telles que des communes ou des administrations cantonales, ainsi que des syndicats. Les partenariats entre villes en sont un exemple classique.

NOMBREUX PARTENARIATS FRUCTUEUX

Les fonds d'appui aux partenariats créés en Pologne, en Slovénie, en République tchèque, en Hongrie et en Slovaquie sont déjà clôturés, tandis que les programmes se poursuivent en Bulgarie, en Roumanie et en Croatie. Les projets réalisés ont produit des résultats très concluants. La République tchèque a par exemple profité du savoir-faire suisse pour réaliser deux projets, consacrés l'un à la promotion de la mobilité douce et l'autre à l'intégration des droits des enfants dans la formation pédagogique. En Slovénie, le fonds d'appui aux partenariats a permis de mener à bien un projet de recherche sur la préservation de la biodiversité.

Tandis qu'en Pologne, l'accent a été placé sur les partenariats avec les villes et les communes, pour favoriser les échanges entre celles-ci et les autorités suisses, sur des sujets tels que l'aménagement du territoire ou les transports publics.



LA COOPÉRATION PROFITE AUX DEUX PARTIES IMPLIQUÉES

Grâce à la mise sur pied et à la pérennisation de partenariats entre régions et institutions, la Suisse étend son savoir à différents niveaux et bénéficie directement de ce partage d'expériences. Les différents projets confèrent aux partenaires suisses un rôle actif dans la réduction des inégalités économiques et sociales entre les nouveaux et les anciens pays membres de l'UE.

Les dossiers sont déposés auprès de l'institution nationale chargée de la gestion du fonds. Sur place, un vaste comité de sélection, dans lequel la Suisse est également représentée, décide du financement des projets.

Les fonds d'appui aux partenariats créés dans le cadre de la contribution suisse à l'élargissement :

- contribuent au financement de quelque 280 projets de partenariat ;
- favorisent la création de partenariats institutionnels entre des corporations publiques de la Suisse et des nouveaux Etats membres de l'UE ;
- favorisent l'échange de savoir entre les nouveaux pays membres de l'UE et la Suisse, dans l'intérêt des deux parties concernées.

LE PROGRAMME EN BREF

THÈME

Renforcer la société civile

PAYS

Bulgarie, Croatie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, République tchèque

PARTENAIRES

Organisations non gouvernementales (ONG) et corporations publiques suisses

CONTEXTE

Pour des raisons historiques, les institutions, les organisations et les corporations publiques des nouveaux pays membres de l'UE disposent d'un savoir limité dans bon nombre de domaines techniques. La Suisse peut les aider à combler ces lacunes en partageant avec eux sa grande expérience.

BUTS

- Développer les partenariats institutionnels entre ONG, instituts de recherche et autorités publiques de la Suisse et de ses pays partenaires
- Mettre en œuvre des projets de partenariat propres à améliorer concrètement les conditions de vie de la population, grâce notamment à l'expertise suisse

ACTIVITÉS

- Sélectionner et mettre en œuvre quelque 280 projets de partenariat
- Transmettre le savoir-faire suisse
- Mettre sur pied et développer des partenariats institutionnels
- Organiser des stages chez le partenaire au projet
- Procéder à des évaluations mutuelles et rédiger des rapports sur les expériences réalisées
- Instaurer des relations internationales durables dans le domaine concerné

GROUPES-CIBLES

Organisations non gouvernementales et corporations publiques de la Suisse et des pays partenaires

COÛTS

Contribution de la Suisse : CHF 25,3 millions

Dotation du fonds selon le pays :

Bulgarie : CHF 2,2 millions

Croatie : CHF 2 millions

Hongrie : CHF 4 millions

Pologne : CHF 3,4 millions

Roumanie : CHF 5 millions

Slovaquie : CHF 2,5 millions

Slovénie : CHF 1,1 millions

République tchèque : CHF 5,1 millions

MISE EN ŒUVRE

Institutions des nouveaux pays membres de l'UE en collaboration avec un partenaire suisse

DURÉE

Durée variable selon le pays

Bulgarie: 2012-2017

Croatie: 2017-2021

Hongrie: 2010-2013

Pologne: 2009-2015

Roumanie: 2011-2019

Slovaquie: 2011-2016

Slovénie: 2010-2014

République tchèque: 2009-2016